

SONIA VATEVA

LES POSITIONS DES PARTIS POLITIQUES PRINCIPAUX EN
YUGOSLAVIE ET EN GRÈCE FACE À LA QUESTION AGRAIRE
APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La Première guerre mondiale ne résoud pas les problèmes territoriaux et nationaux des petits Etats balkaniques, mais les changements énormes, arrivés après sa fin, déterminent d'une manière durable les tendances du développement économique et sociale ultérieur de ces Etats. La Grande guerre provoque de déplacements considérables des couches historiques. Elle amène à la disparition des unions territoriales et politiques, à la formation de nouveaux Etats et à l'émigration de groupes de population ethnique.

Après la découpe consécutive de la carte européenne, sur la Péninsule balkanique apparaît le nouvel Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes. Il est né à la suite de la désintégration de l'Autriche-Hongrie, ce qui représente un résultat directe de la victoire des Pays alliés dans la Première guerre mondiale. De même, les forces centrifuges dans l'empire de l'Autriche-Hongrie engendrées par la lutte pour l'indépendance nationale des peuples slaves, se trouvant à ce temps-là sous sa domination, jouent un rôle important dans ce sens.

Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (RSCS) se heurte, dès le début de son existence, à deux problèmes politiques principaux d'ordre intérieur —la question sociale et la contradiction de caractère nationaliste— conditionnés d'un côté, par la structure économique de la société yougoslave et, d'autre côté, par le mécanisme de la fondation du nouvel Etat. L'acuité du problème social se détermine par les positions opposées des Forces politiques dans le Royaume par rapport à la conservation (et à la suppression) de l'ordre économique et social existant. De sa part, la question agraire représente un aspect important de ce problème social aigu. Quant aux contradictions nationales intérieures dans l'Etat uni, elles percent d'un force permanente sa vie politique durant toute la période de l'entre deux guerres.

Après la fin de la Première guerre mondiale la Grèce, ainsi que le RSCS, s'avère parmi les vainqueurs et elle obtient la Trace de l'Est (sans Constantinople) et le droit de souveraineté dans toute la région de Smirna¹. Or, ces

1. Treaty between the principal allied and associated powers and Greece. Signed at

acquisitions territoriales, d'une portée positive pour le développement de l'économie grecque, se rendent une des causes principales pour l'éclatement de la guerre sanglante entre la Grèce et la Turquie en Asie Mineure. A la suite de la défaite lourde dans cette guerre, l'Etat grec est dressé devant une catastrophe nationale. Après 1922 le trésor public s'avère vide et l'affluence d'un grand nombre de réfugiés (plus d'un million et demie) provoque une crise sociale grave dans le pays. Dès ce moment le problème des réfugiés se maintient un des points les plus névralgiques de la réalité économique et politique d'après guerre en Grèce. En même temps la nécessité de distribuer des terres aux centaines de milliers de réfugiés reflète clairement sur les positions des partis politiques grecs face à la question agraire.

Un des traits caractéristiques de la vie sociale et politique en Grèce représente le système biparti durable, conditionné par l'évolution historique de la société grecque moderne. La lutte entre les deux partis politiques les plus importants dans le Pays —le Parti conservateur et le Parti libéral— représente un reflet du conflit classique entre les forces conservatrices vieilles et la bourgeoisie libérale jeune, cherchant de chemins nouveaux à sa prospérité économique. Pendant la première moitié des années 20 ces deux partis se relayent l'un après l'autre au pouvoir et ils dominent la vie politique en Grèce.

A la différence de la Grèce, le développement politique du RSCS se caractérise par l'existence d'un grand nombre de partis. Par exemple, après 1918 dans le nouvel Etat sont enrégistrées plus de trente organisations politiques². Or, la plupart d'eux sont faibles et ne jouent aucun rôle important dans la vie politique du Royaume, respectivement — dans la lutte pour la résolution de la question agraire.

Les particularités de la vie politique des pays balkaniques étudiés, ainsi que le volume limité de cet article, n'imposent dans ce cas que l'analyse des positions des partis politiques principaux qui sont au pouvoir en Yougoslavie³ et en Grèce après la guerre et qui, à cause de cette circonstance, jouent un

Serve, 10, 1920. London, 1920, 199-200; Voir aussi Driault E. - M. Lheritier, *Histoire diplomatique de la Grèce*, v. 5, Paris, 1926, 335-386.

2. Pisarev Ju. A., "Položenje krest'janstva v Serbo-horvato-slovenskom gosudarstve i agrarnaja reforma v 1919" (L'état des agriculteurs dans le Royaume des Serbes, des Croites et de Slovènes et la réforme agraire en 1919), *Učenyje zapiski instituta slavjanovedenija*, t. 4, M., 1951, p. 167.

3. Royaume des Serbes, des Croites et des Slovènes, c'est le nom officiel de l'Etat jusqu'au coup d'Etat du 6 janvier 1929. Dans l'exposé présent est utilisé aussi le nom Yougoslavie, connu largement dans la littérature historique.

rôle déterminant pour la réglementation législative (plus tard au cours de la mise en pratique aussi) de la réforme agraire yougoslave et grecque. Il importe aussi à marquer que l'essence de la question agraire est exprimée en général par la nécessité d'une répartition nouvelle de la propriété foncière. C'est dans ce sens que la notion "question agraire" est employé dans l'exposé présent.

La tendance durable de l'approfondissement des contradictions dans la vie sociale en Yougoslavie et en Grèce qui s'impose après la Première guerre mondiale a pour résultat l'ébranlement du prestige des partis politiques dans ces pays. Au milieu de l'instabilité sociale, économique et politique générale c'est le rôle de l'Etat qui s'augmente. Une prémisse favorable dans ce sens est le comportement de la bourgeoisie locale dont la faiblesse économique contribue à l'approfondissement du processus d'étatisation pendant des années 20. Cette bourgeoisie ne pouvant pas résister, même sur son propre territoire, à la concurrence des entreprises fortes étrangères a besoin de protection en vue du développement de son activité économique. Or, la protection d'Etat pour l'économie rurale yougoslave et grecque est soumise pas tellement aux buts économiques que aux buts politiques des partis dirigeants dans ces pays. Ce phénomène se manifeste plus clairement dans le RSCS où les nationalités différentes mènent une lutte acharnée pour la prépondérance politique dans le nouvel Etat.

Un des traits caractéristiques de la vie politique yougoslave représente le fait qu'après 1918 la plupart des partis existants gardent leurs physionomies politiques et leurs structures d'organisation dans l'Etat uni et ils continuent à développer leur activité suivant le principe territorial et national. Mais le mécanisme de la formation du RSCS les empêche à participer à parts entières au gouvernement du pays. Au contraire, ce mécanisme contribue à l'augmentation du rôle d'hégémonie des partis serbes bien que les Serbes représentent 39% à peine de toute la population du nouvel Etat⁴.

A cause de l'approfondissement des contradictions sociales le prince Alexander Karagueorguievitch s'adresse au peuple avec la Proclamation du 6 janvier 1919 où l'on dit: "Je veux qu'on commence sans delais la résolution juste de la question agraire et que les rapports "kmet"⁵ et les grands domaines

4. *Istorija Jugoslavii* (Histoire de la Yougoslavie), t. 2, M., 1963, p. 37.

5. Après la fin de la Première guerre mondiale dans les rapports agraires des regions yougoslaves du Sud existent des survivances de formes semi-féodales de gestion de la terre dont la plus repandue est nommée "kmetchina". Le nom provient du nom "kmet" dont le sens s'approche du nom de paysan dépendant qui paye avec une partie de sa récolte, avec de l'argent ou avec son travail le droit de cultiver un lot de la terre seigneuriale. Sur cette

fonciers soient abolis. Dans ces deux cas doit être parcellée parmi les agriculteurs pauvres contre une indemnisation juste pour les anciens propriétaires⁶.

Peu de temps après cette Proclamation une commission est formée avec la tâche de concrétiser les manières de mise en pratique de la nouvelle répartition de la terre. La commission élabore un Projet en vue de la mise en pratique de la réforme agraire, nommé "Règles préliminaires à propos de la préparation de la réforme agraire" et publié le 27 février 1919⁷. Ce document régleme le changement des rapports agraires, déjà commencé par le partage violent des grands domaines de la part des paysans pauvres. Le projet doit assurer à ceux-ci l'annulation définitive des rapports "kmet" et "kolonat"⁸, de même que tous les rapports analogiques contre une indemnisation juste pour les anciens propriétaires des terres.

Les Règles préliminaires représentent un pas important sur le chemin de l'abolition des survivances semi-féodales dans les rapports agraires de l'économie rurale yougoslave. Après leur publication se dégagent peu à peu les positions des partis et des organisations politiques face à la question de la nouvelle répartition de la propriété foncière.

Parmi les partis politiques les plus forts du RSCS, qui en réalité gouvernent le nouvel Etat durant les premières années d'après guerre, sont le Parti populaire radical et le Parti démocratique.

Le Parti populaire radical de la Serbie (Nicola Pachitch en tête) est le parti des radicaux, dites "vieux"⁹, à la différence du Parti des "jeunes" radicaux

question voir en détail Ivšic M., *Les problèmes agraires en Yougoslavie*, Paris, 1926, 88-96; Fritčer L., "Jugoslavijal", *Agrarna revolucija v Evropi* (La révolution agraire en Europe), sous dir. M. Zeringa, M., 1926, 92-96.

6. "Službene novine" od 23 januara 1919. — Cité d'après Erić M., *Agrarna reforma u Jugoslaviji 1918-1941* (La réforme agraire en Yougoslavie 1918-1941), Sarajevo, 1958, p. 153.

7. *Agrarna reforma. Uredbe, Naredbe i Raspisi* (La réforme agraire Règlements, décrets, circulaires), t. 1, Beograd, 1920, 12-18.

8. Une autre forme d'exploitation et de gestion semi-féodale de la terre représente le "kolonate", répandu en général de la côte adriatique yougoslave — Dalmatie et Primorie de Croitie. Voir en détail Ivšic M., *op. cit.*, 276-279; Fritčer L., *op. cit.*, 96-98; Dejanova M., "Agrarni problemi v balkanskite strani" (Les problèmes agraires dans les états balcaniques), *Archiv za stopanska i Socialna politika*, C., 1935, kn. 3, 194-195.

9. Le parti des vieux radicaux est créé en 1881. Ses leaders sont N. Pachitch, M. Protich, M. Vesnitch, L. Novakovitch, Drachkovitch et d'autres. Depuis 1903, le Parti populaire radical est presque sans relâche au pouvoir à l'exception des cas rares où les représentants des autres partis serbes réussissent à tenir pour un certain temps le gouvernail de l'Etat. — Voir *Istorija srpskog naroda* (Histoire de la nation Serbe), 6/1, Beograd, 38-42; Čulinović F., *Jugoslavija između dva rata* (Yougoslavie entre les deux Guerres mondiales), t. 1, Zagreb, 1961, p. 282.

(Lubomir Davidovitch en tête), qui se détache du Parti des "vieux" en 1901. Après la Première guerre mondiale le Parti populaire radical se lie encore plus étroitement qu'auparavant au pouvoir royal. Les radicaux ont une grande influence parmi le peuple grâce à la fin favorable de la guerre mondiale pour la Serbie lors du gouvernement de ceux-ci¹⁰.

Après 1918 dans les rangs du Parti populaire radical entrent des groupes politiques différents du nouveau territoire du Royaume. En résultat, ce Parti s'aggrandit et acquiert dans une certaine mesure une caractère général yougoslave. La force et le grand nombre du Parti populaire radical lui permettent de jouer un rôle déterminant dans le gouvernement du pays. Ce Parti est une des rares organisations politiques de la Serbie qui garde et même raffermis ses positions dans la vie sociale après la guerre mondiale.

Le Parti populaire radical n'a pas d'opinion unanime sur la question de la répartition des terres. Cela est conditionné de sa composition hétérogène, d'une part, et de son rapport face à la paysannerie, d'autre part. Un des plus grands adversaires de la réforme agraire se déclare le groupe des radicaux de Voïvodina avec J. Lalochévitch en tête. Ils désapprouvent même l'apparition des Règles préliminaires. Or, la plupart des membres du Parti populaire radical apprécient la réforme en tant qu'une mesure nécessaire pour le moment et ils considèrent qu'elle doit toucher surtout les terres d'Etat, d'église et les terres communales. Ils défendent fermement la grosse propriété foncière privée¹¹. Mais dans les conditions révolutionnaires d'après guerre les radicaux ne peuvent pas opposer catégoriquement aux aspirations des paysans pauvres du parcellement des grands domaines.

C'est pourquoi le Parti populaire radical, étant à ce temps-là une force dominante dans le premier gouvernement de coalition de Stojan Protitch, considère la question de la répartition des terres de manière plus radicale que celle qui imposent les intérêts de la plupart de ses membres. Il se rend compte du profit qu'il peut tirer de la question agraire et il s'efforce à utiliser celle-ci en vue de ses intérêts politiques. Les buts du Parti populaire radicale détachent mieux à cet égard au cours de la conférence du 25-28 septembre 1920 quand le programme de parti subit certains corrections et compléments. Dans ce

10. *Centralen dāržaven istoričeski arhiv [CDIA]*, f. 176, op. 4, a.e. 1812, l. 2-3. [Archives historiques nationales centrales] — Lutzkanov, secrétaire de légation de la Légation bulgare royale, de Belgrad au Ministère des Affaires étrangères et des cultes à Sofia, le 19 octobre 1922.

11. Gadješa N., *Agrarna reforma i kolonizacija u Sremu. 1919-1941* (La réforme agraire et la colonisation à Srem, 1919-1941), Institut za izučavane istorija Vojvodine, Novi Sad, 1975, p. 53.

programme sont marqués les points principaux qui révèlent dans une certaine mesure la position du Parti sur la question agraire, à savoir :

1. Abolition des rapports féodaux et livrer les terres à ceux qui les cultivaient auparavant dans les conditions de "kmetchina" ou bien de rapports similaires.

2. Mise en pratique d'une colonisation systématique intérieure des volontaires de la guerre, des parents des soldats tués et des paysans sans terres en tenant compte des intérêts d'Etat, surtout des intérêts nationaux.

3. Distribution des terres aux paysans sans terres et aux parents des soldats tués qui ne possèdent pas de terre ou n'en ont pas assez.

4. Parcellement de la terre de l'Etat avant la répartition des domaines privés dans la mesure où ils sont atteints de l'effet de la loi de la réforme agraire.

5. Ces propriétaires qui sont privés de leurs terres doivent recevoir une indemnité pour cause d'expropriation, payée par l'Etat.

6. La mise en pratique de la réforme agraire doit s'effectuer par des moyens légaux.

7. Détermination légale du maximum de la propriété possédée¹².

L'analyse du texte montre que la plupart des exigences mentionnées ci-dessus sont formulées de manière qui permet leur interprétation par rapport à la situation concrète. Donc, lorsque le moment de la prise de position du parti vient, sa direction s'efforce que cette position soit conforme aux intérêts des gros propriétaires fonciers, ainsi qu'à ceux des adhérents de la répartition des grands domaines. De cette manière, les dirigeants du parti visent à garder leurs électeurs et à éviter la scission au sein de parti. Leur position paraît compréhensible se rendant compte aussi du fait que la conférence nationale du Parti populaire radical se tient à la veille des élections parlementaires (pour Skoupchtina).

La conduite de l'autre parti politique principal du RSCS — le Parti démocratique¹³ avec L. Davodovitch en tête est analogue. Le programme du parti souligne le lien étroit qui existe entre la question nationale et la question sociale dans le Royaume. Le parti lance l'idée d'établissement d'une collaboration harmonique des classes sur la base de la "solidarité nationale"

12. Erič M., *op. cit.*, 193-195.

13. Le Parti démocratique se forme en résultat de l'union de quelques vieilles associations politiques bourgeoises; le Parti démocratique de Sv. Pribitchevitch, le Parti indépendant radical de Lub. Davidovitch, le Parti serbe progressiste dont le leader est M. Novakovitch et le Parti populaire avec St. Ribaratch en tête. — Voir Čulinovitch F., *op. cit.*, 278-279.

et au nom de l'union et de l'affermissement du peuple yougoslave. D'après ce programme, l'Etat en tant "qu'organisation qui ignore les classes sociales", doit réconcilier les classes dans la société¹⁴. Or, les principes mentionnés ci-dessus sont violés souvent de la part des démocrates lorsqu'ils prennent le gouvernement de l'Etat. Alors ils défendent l'ordre social existant par tous les moyens possibles que le pouvoir d'Etat leur offre.

Dès la création du Parti démocratique (le 15 février 1919) en elle se forment deux groupes principaux qui se distinguent par leurs conceptions différentes par rapport à la nouvelle répartition de la terre. D'une part, ce sont les représentants de la bourgeoisie serbe nommée "prethane"¹⁵ pour laquelle la réforme agraire représente une mesure de valeur primordiale, non seulement pour le développement de l'agriculture mais aussi pour l'établissement d'une paix sociale dans l'Etat uni. De l'autre côté se tiennent surtout les représentants des gros propriétaires foncières qui ne partagent pas l'idée de la répartition de la terre.

Sous l'influence du groupe "prethan", le Parti démocratique manifeste une activité soulignée face à la question de la répartition des terres dans RSCS. Grâce à sa position, les Règles préliminaires pour la préparation de la réforme agraire sont adoptés et publiés malgré la résistance d'une grande partie des radicaux. Le premier ministre du Ministère nouvellement créé de la réforme agraire, Franjo Poljak, est un membre du Parti démocratique.

La position du parti face à la question agraire se dégage plus claire au projet de programme, annoncé en 1920 où il est écrit :

1. Le Parti démocratique approuve la mise en pratique de la réforme agraire et la régulation définitive des rapports agraires en tant qu'une partie positive du programme national d'union.

2. La liquidation du droit féodal doit s'effectuer sans aucune indemnité.

En même temps, le Parti démocratique déclare qu'au nom de la justice sociale et des intérêts nationaux, l'Etat doit assumer la responsabilité pour tous ces propriétaires féodaux qui perdent leurs droits¹⁶.

Les moments essentiels du projet de programme du Parti démocratique montrent que face à la question agraire le parti prend une position plus radicale que celle du parti de N. Pachitch. De même, les démocrates admettent aussi l'imprécision de leur conception par rapport à la réforme agraire. Au

14. *Ibid.*, p. 279.

15. Bourgeoisie nommée "prethane": c'est la bourgeoisie d'origine serbe qui habite le territoire des terres slaves du Sud de l'ancien empire de l'Autriche-Hongrie.

16. Erič M., *op. cit.*, 197-198.

cours de leurs campagnes électorales ils lèvent même le slogan de "l'expropriation gratuite des grands domaines au profit de ceux qui cultivent la terre"¹⁷. D'autre part, dans le projet de programme, l'opinion concrète des démocrates par rapport à la grosse propriété capitaliste est passée sous silence, c'est à dire, ainsi que les radicaux, ils gardent la possibilité de manoeuvrer en rapport avec la situation politique. Par conséquent, la position du Parti démocratique face à la question de la nouvelle répartition des terres peut être caractérisée en tant qu'un compromis entre les conceptions des différents groupes dans le parti.

La question agraire devient le problème essentiel lors des débats entre les deux groupes parlementaires principaux —celui du Parti populaire radical et celui du Parti démocratique— dans la Skoupchtina (le parlement yougoslave). Comme conséquence vient le fait que la manière de mise en pratique de la réforme agraire devient une condition en vue de la collaboration politique des radicaux avec le Parti démocratique. Les représentants du Parti populaire radical au parlement yougoslave luttent pour la limitation de l'envergure de la réforme et pour la remise des actions pratiques après l'adoption de la nouvelle constitution. De leur part, les démocrates soutiennent le principe, établi par les Règles préliminaires d'une mise en pratique immédiate de la réforme dans le but de limiter l'élan du mouvement paysan¹⁸.

Malgré les contradictions entre le Parti radical et le Parti démocratique, ils mènent une activité pareille par son orientation dans la vie politique. Le profit du pouvoir les unit et chacun de ces deux partis est prédisposé à faire un compromis sur ces points de leurs programmes qui sont en désaccord catégorique avec ceux du Parti opposé. Par exemple au printemps de 1920, les démocrates prennent une position d'attente par rapport à la manière de la nouvelle répartition des terres. En principe, ils ne sont pas d'accord avec la restriction de la réforme agraire, imposée par le gouvernement de St. Protitch, mais ils n'entreprennent rien en réalité pour le changement de la situation. Le 18 mai 1920 un gouvernement, connu sous le nom de gouvernement de la concentration nationale, est formé avec Milenko Vesnitch en tête. Le rôle principal dans ce gouvernement jouent les représentants du Parti démocratique et du Parti populaire radical. N. Krijman, membre du Parti démocratique, est nommé ministre de la réforme agraire¹⁹.

17. *CDIA*, f. 176, op. 4, a.e. 1812, l. 3.

18. Gligorijević Br., *Demokratska stranka i politički odnosi u KSHS* (Le Parti démocratique et les relations politiques en KSHS), Beograd, 1970, 119-120; Gadješa N., *op. cit.*, 58-60.

19. Gligorijević Br., *op. cit.*, 160-166.

En pratique politique, le Parti populaire radical, tout comme le Parti démocratique, pose au premier plan la résolution du problème national dans le Royaume. En tant que représentants de la bourgeoisie serbe surtout, ces deux partis deviennent des alliés naturels et d'après le secrétaire de la Légation bulgare royale à Belgrade, Lutzkanov, ils représentent cette "concentration bourgeoise" qui en réalité gouverne la Yougoslavie²⁰.

Le Parti populaire radical et le Parti démocratique ne sont pas les seuls promoteurs du pouvoir d'Etat dans le Royaume. D'autres formations politiques prennent part aussi au gouvernement du pays et à la résolution des problèmes sociaux et politiques. Tel est par exemple le Parti populaire de Slovénie qui représente le parti bourgeois clérical, le plus fort du Royaume. Son leader, Anton Korochetz, est un ancien prêtre. Cette organisation politique manifeste clairement son caractère national. Par rapport à la question agraire, sa direction soutient dans une grande mesure la politique des radicaux. Anton Korochetz est nommé vice-premier ministre et ministre des forêts et des mines au premier gouvernement de coalition de St. Protitch²¹.

Le Parti populaire de Slovénie apparaît très souvent comme défenseur des intérêts paysans. Le parti se déclare pour la répartition des grands domaines et leur distribution parmi tous ceux qui ont envie de cultiver la terre. En réalité, il s'efforce à restreindre la portée de la réforme agraire, défendant ainsi les intérêts des gros propriétaires fonciers. Le rapport du parti face à l'indemnité pour cause d'expropriation des gros domaines exprime une tendance de réconciliation. Le rançon payé doit être moyen pour satisfaire en grande mesure les paysans et les gros propriétaires fonciers. Après la publication des Règles préliminaires le Parti populaire de Slovénie les accepte. Mais plus tard, lorsque la vague révolutionnaire d'après guerre s'écoule, la direction du parti insiste sur l'exclusion de la grosse propriété cléricale des cadres de la réforme agraire à Slovénie et réussit même à remporter une victoire²².

Il est évident que la position du Parti populaire de Slovénie par rapport à la nouvelle répartition des terres soit en liaison étroite avec les conditions nationales spécifiques à Slovénie.

L'organisation yougoslave musulmane est l'autre groupe politique qui mène son activité à la base du régionalisme national. C'est le parti des pro-

20. CDIA, f. 176, op. 4, a.e. 2489, l. 23.

21. Sagadin St., "Državna uprava" (Administration publique), *Jubilarni sbornik života i rada SHS., 1.12.1918-1.12.1928*, Beograd 1928, p. 99. Voir aussi Gligorijević Br., *Parlament i političke stranke u Jugoslaviji 1919-1929*, Beograd, 1979, 40-41.

22. Erič M., *op. cit.*, p. 201. Voir aussi Gligorijević Br., *Parlament i ...*, p. 41.

priétaires fonciers musulmans et de la bourgeoisie urbaine et paysane à Bosna et en Hertzegovina. Son but principal s'avère la conservation des rapports sociaux existants et de la grosse propriété foncière. Mehmed Spaho devient le promoteur de cette position du parti en tant que ministre des forêts et des mines au gouvernement de St. Protitch de pair avec Anton Korochetz²³. Dès l'élaboration des Règles préliminaires pour la préparation de la réforme agraire, dans le gouvernement éclatent de grandes contradictions qui aboutissent le 23 février 1919 à la démission de M. Spaho se déclarant contre la publication imminente de ce document²⁴.

Après l'analyse des faits disponibles s'impose la constatation que les partis politiques qui viennent au pouvoir dans le Royaume juste après la Première guerre mondiale font les efforts pour la résolution de la question agraire sous l'influence du mouvement paysan. Pour atténuer les secousses sociales éventuelles ces partis sont obligés à céder au détriment des intérêts d'une grande partie des gros propriétaires fonciers. En ce sens, les paroles d'Anton Korochetz qui oppose la propagation des idées bolchévistes sur la propriété à l'idée de réformes et non pas à la violence, résonnent d'une façon éloquente²⁵.

Mais la nécessité de la nouvelle répartition des terres et de la liquidation des survivances semi-féodales découle de la logique même du développement capitaliste de la société yougoslave. Les représentants de la bourgeoisie dans le nouvel Etat sont intéressés à la création d'un vaste marché intérieur capable de recevoir la production de l'industrie capitaliste en développement. Cette idée exige d'une part l'unification des régimes agraires dans les différentes régions yougoslaves et de l'autre l'augmentation de la capacité d'achat des paysans moyennant la distribution des terres. Cette aspiration à la création de conditions favorables pour le développement ultérieur du capitalisme est reflétée dans les programmes des partis politiques traditionnels ainsi que dans les projets agraires des représentants différents de la bourgeoisie libérale du RSCS²⁶.

Or, les partis politiques dirigeants s'occupent dans leur pratique politique surtout de la question de l'arrangement intérieur centralisé ou fédéraliste de l'Etat, négligeant dans une grande mesure les problèmes sociaux et économiques. Par conséquent, les documents de gouvernement par rapport à la nou-

23. Čulinovič F., *op. cit.*, p. 286.

24. Gligorijević Br., *Parlament i ...*, p. 43.

25. Erič M., *op. cit.*, p. 201.

26. Pour les projets agraires des différents représentants de la bourgeoisie libérale du RSCS, voir en détail Pisarev Ju. A., *Položenie krest'janstva...*, p. 168 etc.

velle répartition de la terre sont inconsistants, incomplets et démagogiques²⁷. Ces documents sont élaborés de façon à apaiser les paysans et à éviter le mécontentement des gros propriétaires fonciers économiquement forts. En même temps tous les partis venant au pouvoir essaient à utiliser la question de la nouvelle répartition des terres pour leurs buts politiques. Ainsi, dès le début de la réforme agraire dans le Royaume, les motifs de parti, politiques et nationaux, sortent au premier plan devant les principes sociaux et économiques bien que ces derniers soient beaucoup plus essentiels.

L'instabilité politique générale qui s'impose dans le nouvel Etat contribue aussi à l'efficacité médiocre de l'activité des gouvernement dans le domaine économique et social. L'existence d'un grand nombre de partis qui se regroupent sans cesse, affaiblit le front politique gouvernant. Les crises de gouvernement fréquentes, provoquant le chaos dans le Royaume représentent le résultat logique des luttes de coterie.

Comme il est mentionné ci-dessus, la vie politique en Grèce diffère de celle au RSCS par le disposition dissemblable des forces politiques. L'orientation principale du développement social y est déterminée par les deux partis politiques traditionnels —le Parti populaire et le Parti libéral.

Le Parti populaire exprime les intérêts des propriétaires fonciers conservatifs en Grèce qui dans leur majorité se déclarent contre la réforme de l'ordre social existant. Les ailes différentes et les groupes intérieurs du parti sont unis par leur fidélité à la couronne. Ses leaders politiques —D. Gounaris, les frères Théotokis et d'autres— entretiennent des liaisons étroites avec le roi Constantin²⁸.

Dans son activité, le Parti populaire compte en général sur les "vieilles provinces" (Peloponèse et Grèce continentale) où il a le soutien de la grande partie des paysans. La cause de l'influence des forces conservateurs sur la majorité des paysans à l'Ancienne Grèce se cache dans une certaine mesure dans le fait que dans ces provinces les terres sont réparties d'une manière plus régulière et la plupart des agriculteurs sont en même temps propriétaires des lots qui labouraient. Par conséquent, le degré de tension sociale à l'Ancienne Grèce est plus basse en comparaison avec celui des "nouvelles provinces" (Thessalie, Macédoine, Epire) où la grosse propriété semi-féodale prédomine

27. Petranovič Br., *Istorija Jugoslavije 1918-1978* (Histoire de la Yougoslavie 1918-1978), Beograd, 1981, p. 42; Mirkovič M., *Ekonomska historija Jugoslavije* (Histoire économique de la Yougoslavie), Zagreb, 1958, 376-377.

28. Mavrogordatos G. T., *Stillborn Republic. Social Coalitions and Party Strategies in Greece 1922-1936*, University of California Press, 1983, 158-161,

et la question de la nouvelle répartition des terres se maintient trop importante. L'orientation monarchique d'une grande partie de la population locale dans "anciennes provinces" est une condition préalable favorable pour l'influence des conservateurs dans ces régions. Mais malgré les traditions et leur expérience politique, les représentants du Parti populaire cèdent en général par leur force économique et prestige social devant la jeune bourgeoisie libérale en Grèce²⁹.

Le Parti libéral est composé surtout de représentants de la bourgeoisie industrielle et commerciale grecque: financiers, banquiers, industriels etc. Mais le parti attire aussi d'autres couches sociales et des représentants de la petite et moyenne bourgeoisie, ce qui le fait un des partis les plus forts et populaires au pays³⁰. Dans ce sens, son leader E. Venizelos, un des plus importants personnages dans la vie politique en Grèce pendant la première moitié du 20-ème siècle, joue un rôle décisif.

L'entrée de la bourgeoisie libérale grecque dans la vie politique active du pays coïncide de temps avec un des plus grandes émeutes paysans de masses —la révolte des paysans à Thessalie en 1909 contre la l'existence de la grosse propriété foncière et les formes semi-féodales d'exploitation³¹. Ainsi, dès le début de son activité, le Parti libéral se heurte à la question grave de la réforme agraire, posée à l'ordre du jour par les paysans de Thessalie.

La bourgeoisie libérale, elle-même, est intéressée à la liquidation des survivances semi-féodales qui entravent le développement du capitalisme dans l'économie grecque. Tout comme ses confrères balkaniques, elle a besoin d'un vaste marché intérieur assurant le développement des forces productives. D'autre part, les libéraux s'efforcent à renforcer leurs positions dans la vie politique ce qui détermine leur conduite modérée lors de la résolution des problèmes sociaux et économiques. Leur prudence se fait voir pendant le travail de l'Assemblée du parlement grec en 1911 lorsque la constitution grecque subit d'importantes corrections. Des discussions véhémentes sont provoquées par la correction de l'article 17 qui réglemente l'indépendance de la propriété privée dans le pays. Les députés de la région de Tricala (Thessalie)

29. Svolopoulos C., "Les partis politiques en Grèce depuis l'indépendance jusqu'à la Deuxième guerre mondiale", *Balkan Studies*, v. 21 (1980), n. 1, 28-30; Mavrogordatos G., *op. cit.*, 158-161.

30. Svolopoulos C., *op. cit.*, p. 30.

31. A ce sujet voir en détail Σιδέρης Α. Δ., *Η γεωργική πολιτική της Ελλάδος κατά την λήξαν εκατονταετία 1833-1933* (La politique agraire de la Grèce dans la dernière centenaire 1833-1933), t. 1, Αθήναι, 1934, 103-106.

se déclarent pour l'expropriation totale de la grosse propriété semi-féodale et pour la création de petites fermes. Ils trouvent un appui de la part du célèbre représentant du Parti libéral A. Papanastassiou. Par contre, les gros propriétaires fonciers expriment leur désaccord s'appuyant au principe que "le droit de propriété est inviolable"³².

E. Venizelos louvoye entre ces deux conceptions opposées. Il se déclare pour l'application du droit de propriété privée en vue des besoins de l'Etat. D'autre part, l'accroissement du danger social (les troubles paysans) exige, d'après lui, l'accomplissement de certaines concessions en faveur des couches pauvres de la population³³. En fin de compte, l'article 17 de la Constitution dans sa rédaction définitive paraît de la façon suivante: "Personne ne peut être privé de sa propriété qu'en cas de profit social ... et toujours avec une récompense préliminaire"³⁴.

A ce sujet on peut dire que la notion de "profit social" est assez large et donne de grandes possibilités d'interprétations. Mais c'est qu'il importe dans le cas est que dans sa nouvelle formule l'article 17 de la Constitution régit l'expropriation de la grosse propriété foncière ouvrant la voie à la nouvelle répartition des terres.

A ce temps-là la guerre des pays balkaniques contre la Turquie mûrit et mène à la mobilisation générale en Grèce ce qui éloigne pour une période de temps continue les paysans et les partis politiques du problème de la nouvelle répartition des terres.

La question agraire se pose de nouveau à l'ordre du jour au temps du gouvernement libéral en 1917. En ce temps-là, le pouvoir politique à Athènes se tient entre les mains des conservateurs du Parti populaire. De sa part, E. Venizelos a besoin d'une large base social dans sa lutte contre les forces monarchiques et il fait des efforts pour gagner les paysans grecs. Le 29 décembre 1917, le gouvernement de Salonique publie la loi N 1072 qui légalise en pratique les décrets sur la question agraire promulgués par le gouvernement nommé "provisoire"³⁵. L'importance de la loi N 1072 s'explique par

32. Svoronos N., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, 1972, p. 84.

33. Mavrogordatos G. T., *op. cit.*, p. 158. Voir aussi Nikitina T. V., *Grecija nakanune Pervoj mirovoj vojny i osobennosti vnutripolitičeskogo razvitija* (Grèce à la veille de la première Guerre mondiale et les particularités du développement politique intérieur), M., 1984, p. 86.

34. *Encyclopédie économique des Balkans*, Etat économique des pays balkaniques, Belgrad, 1938, p. 47.

35. Evelpidis C., *La réforme agraire en Grèce*, Athènes 1926, 17-18; Svoronos N., *op. cit.*, p. 95.

le fait qu'elle règlemente l'expropriation forcée d'une partie des grosses propriétés foncières au profit des paysans sans terres sur tout le territoire de la Grèce.

Mais la répartition de la propriété foncière est remise de nouveau à cause de la guerre d'Asie Mineure qui absorbe entièrement la force et l'énergie de toutes les couches sociales en Grèce. La défaite qui s'ensuit au front provoque le mécontentement de tout le peuple. La population d'Athènes, de Salonique, de Pirée et etc. insiste à la punition des coupables pour la catastrophe à venir³⁶.

Dans ces conditions continue la rivalité entre le Parti libéral et le Parti populaire. Le rapport entre les force change souvent au profit de l'un et de l'autre des partis politiques, ce qui donne la possibilité au corps des officiers supérieurs grecs de prendre le parti des adhérents de Vénizelistes ou de ceux de la monarchie en dépendance de leurs propres intérêts et ambitions.

Le 10 septembre 1922 les officiers antimonarchistes N. Plastiras, St. Gonatas, Al. Hadjikiakou et d'autres font un coup d'Etat connu dans l'histoire sous le nom de "révolution militaire de 1922". Le 14 septembre 1922 le roi Constantin est obligé d'abdiquer en faveur de son fils Georges II et de quitter le pays³⁷. Venant au pouvoir, le nouveau gouvernement libéral accorde l'amnistie aux prisonniers politiques et se déclare pour l'élargissement de la liberté démocratique et pour la mise en pratique de la réforme agraire³⁸.

On peut dire que les partis grecs dirigeants, pareils à ceux du RSCS, entreprennent de changements importants surtout lorsqu'ils sont pressés par les circonstances politiques. La force motrice décisive en Grèce pour la mise en pratique des réformes économiques s'avère la catastrophe d'Asie Mineure et l'influence de centaines de milliers de réfugiés, ce qui entraîne d'après l'historien grec N. Alivizatos "une crise social sans précédent" dans la société grecque moderne³⁹.

L'analyse des faits disponibles montre qu'au début des années 20, les partis dirigeants en Yougoslavie et en Grèce déterminent leurs positions face à la question agraire dans une grande mesure en fonction de la situation politique. Il est évident que les gouvernements d'après guerre dans les deux pays

36. Šemenkov K. A., *Grecija. Problemy Sovremennoj istorii* (Grèce. Problèmes de l'histoire contemporaine), M., 1987, 19-20.

37. *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους* (Histoire de la nation Grecque), t. ΙΕ', Νεώτερος ελληνισμός από 1913 ως 1941, Αθήνα, 1980, 251-253.

38. Vacalopoulos A., *Histoire de la Grèce moderne 1919-1974*, Paris 1975, p. 235.

39. Alivizatos N., *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises 1922-1974*, Paris, 1979, p. 11.

prennent des mesures concrètes par rapport à la nouvelle répartition des terres avec l'espoir que ces mesures vont contribuer à la stabilisation de l'ordre social, ébranlé par les conséquences sociales, économiques et politiques de la Première guerre mondiale.

Bien sûr, la situation concrète et le rapport différent des forces politiques dans les deux pays conditionnent des nuances spécifiques dans les motifs des partis dirigeants respectifs. Dans le RSCS, où la vie politique intérieure est marquée par la signe des contradictions nationales aiguës, les partis considèrent la réforme agraire en tant que moyen pour la résolution des problèmes nationaux et politiques dans le nouvel Etat. La situation en Grèce où l'ordre social est menacé par la crise économique grave, provoquée par la défaite du pays dans la guerre d'Asie Mineure, est assez différente. La bourgeoisie libérale grecque, à la différence de celle de Yougoslavie, entreprend la nouvelle répartition de la propriété foncière menée par la nécessité de logement des milliers de réfugiés, c'est à dire elle agit poussée surtout par les problèmes sociaux dans le pays.

D'autre part la réforme agraire en Grèce est marquée aussi d'une certaine orientation politique. Les gouvernements visent au moyen de la promulgation de la réforme et son application la distribution des terres aux réfugiés ainsi que l'étouffement du mouvement antimilitaire, "l'apaisement" des couches paysannes et leur détournement de l'orientation gauche. La bourgeoisie libérale grecque obtient de résultats importants dans ce sens. Elle s'avère plus expérimentée et capable de manoeuvrer en comparaison de celle en Yougoslavie. En résultat elle réussit à retenir le mécontentement paysan par la voie des débats politiques inoffensifs. E. Venizelos qui par sa politique souple face à la question agraire contribue dans une grande mesure à la résolution des problèmes, gagne une grande partie de masses paysannes. Il contribue aussi à la création d'une meilleure organisation du Parti libéral qui se caractérise par la formation⁴⁰ de sections dans toutes les régions et arrondissements électoraux.

Un bon exemple de l'habileté politique de la bourgeoisie libérale grecque représente "le Parti paysan ouvrier, créé en 1926, qui n'a pas d'analogue respectif en aucun des autres pays balkaniques. Son fondateur est A. Papanastassiou, un des représentants les plus célèbres du Parti libéral. Le Parti paysan ouvrier se forme comme conséquence de la transformation de l'organisation "Union démocratique" (A. Papanastassiou en tête). Ce changement d'après A. Papanastassiou, s'explique par la nécessité ressentie par les

40. Svolopoulos C., *op. cit.*, p. 25.

ouvriers et les paysans désunis “d’union de tous les éléments gauches dans un parti plus grand qui doit lutter d’une part contre la réaction des partis conservateurs et de l’autre contre les communistes”⁴¹.

Le représentant diplomatique bulgare à Athènes émet à ce sujet son opinion selon lequel le nouveau parti dispose de chances de succès comptant sur la bonne activité de propagande de l’Union démocratique précédent⁴². Nous devons ajouter aussi le fait que le Parti paysan ouvrier “surgit” sur la scène politique juste avant les élections parlementaire du 7 novembre 1926, organisées pour la première fois selon la proportionnelle en accord avec la nouvelle électorale⁴³. Dans le cas on peut saisir l’intention de A. Papanastasiou d’attirer à son côté de larges couches paysans et ouvrières dans le but d’assurer le succès électoral de son parti.

Les partis politiques dirigeants dans le RSCS s’efforce aussi à gagner les paysans dans le but d’élargir leur base sociale. Ce n’est pas par hasard que dans les programmes de ces partis sont formulées une série de demandes économiques au profit du village. Certains d’entre eux se déclarent lors des campagnes électorales même pour l’expropriation des grands domaines et la répartition des terres parmi les paysans sans aucun rançon. Il faut souligner pourtant que les partis politiques grecs se manifestent beaucoup plus agils, réussissant à attirer dans ses luttes intestines une grande partie des masses paysannes.

Considerant les facteurs pour la promulgation des lois et la mise en pratique des réformes agraires d’après guerre il faut mentionner que les conséquences de la guerre mondiale, ainsi que les appréhensions des partis dirigeants de secousses sociales graves accélèrent le procès de la nouvelle répartition des terres. Mais il ne faut pas oublier aussi le fait que les forces politiques en Yougoslavie et en Grèce déterminent leurs positions face à la question agraire menées par toute une série de raisons économiques. Par exemple c’est la nécessité de liquidation des survivances semi-féodales dans les rapports agraires et la création d’un régime agraire uni de pair avec un vaste marché intérieur pour l’industrie locale. Le problème de la liquidation de la grosse propriété foncière inproductive en Yougoslavie et en Grèce est en liaison étroite aussi avec la tâche des gouvernements d’après guerre de l’accroissement de la production agricole et de l’affermisssement de l’économie dans ces pays où l’agriculture représente la branche principale de leurs économies nationales.

41. *CDIA*, f. 176, op. 5, a.e. 269, l. 293-294 — Ivan Dantchev, ministre plenipotentiaire, d’Athènes au Ministère des Affaires étrangères et des cultes à Sofia, le 14 septembre 1926.

42. *Ibid.*, p. 294.

43. Mavrogordatos G. T., *op. cit.*, 88-89.